

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Maître d'ouvrage

Département de Saône-et-Loire
Hôtel du Département
Rue de Lingendes
71026 Mâcon Cedex 9

Objet de la consultation

Restructuration et surélévation de la MDS du CREUSOT
Création d'une vêtue isolée et réaménagement des locaux

Etabli en application du Code de la Commande publique

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert en application
des articles L.2124-1 et 2, R.2124-1 et 2 et R.2161-2 à 5
du Code de la Commande publique



Attention, en application de l'article R.2132-7 du Code de la Commande publique, la procédure de la présente consultation est entièrement dématérialisée.

Les offres des candidats devront obligatoirement être déposées de manière dématérialisée sur la plateforme Territoires Numériques Bourgogne Franche-Comté (<https://marches.ternum-bfc.fr>) et les candidats devront détenir un certificat de signature électronique en vue de l'attribution.

AUCUNE OFFRE « PAPIER » NE SERA ACCEPTEE.

**Date et heure limites de remise
des offres : 30 janvier 2025 à 12 h 00**



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Article 1 - Acheteur	3
Article 2 - Objet de la consultation	3
2-1-Objet du contrat.....	3
2-2-Procédure de passation.....	3
2-3-Forme du contrat	3
Article 3 - Dispositions générales	3
3-1-Décomposition du contrat.....	3
3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution	4
3-3-Modalités de financement et de paiement	4
3-4-Forme juridique de l'attributaire	4
3-5-Dispositions particulières liées à l'insertion par l'activité économique pour les lots n° 3, 5, 8, 9, 10, 11, 14 et 18.....	4
3-6-Délai de validité des propositions	5
3-7-Variantes.....	5
Article 4 - Dossier de consultation	6
4-1-Contenu du dossier de consultation	6
4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique.....	6
4-3-Modification de détail au dossier de consultation	6
4-4-Visite des lieux et consultation de documents sur site	7
Article 5 - Présentation des propositions.....	7
5-1-Documents à produire	7
5-2-Compléments à apporter au cahier des charges	9
5-3-Langue de rédaction des propositions	9
5-4-Unité monétaire	9
5-5-Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
5-6-Négociation	10
Article 6 - Jugement des propositions.....	10
Article 7 - Renseignements complémentaires	12
Article 8 – Procédures de recours.....	12

Article 1 - Acheteur

Le maître d'ouvrage : Département de Saône-et-Loire

Maître d'œuvre : EJO architecture & de paysage

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du contrat

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Restructuration et surélévation de la MDS du CREUSOT – création d'une vêtture isolée et réaménagement des locaux.

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 sur 31 décembre 1993).

Références à la nomenclature européenne : CPV n° 45215200-9 - Construction de bâtiments pour les services sociaux

A titre indicatif, les prestations seront exécutées à partir du mois d'avril 2025.

L'attention des candidats est attirée sur la mise en œuvre d'éléments à caractère social dans les conditions d'exécution du marché, en application de l'article R.2111-10 du Code de la Commande publique et définis à l'article 3.2.2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1 et 2, R.2124-1 et 2 et R.2161-2 à 5 du Code de la Commande publique.

2-3-Forme du contrat

La consultation donnera lieu à un marché ordinaire.

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du contrat

3-1-1-Lots

Le marché est décomposé en 17 lots définis comme suit :

- Lot n° 1 : TERRASSEMENT - VRD
- Lot n° 2 : DESAMIANPAGE - DECONSTRUCTION
- Lot n° 3 : MACONNERIE - SOUBASSEMENT ITE
- Lot n° 4 : ECHAFAUDAGE
- Lot n° 5 : CHARPENTE BOIS - COUVERTURE - ZINGUERIE
- Lot n° 6 : ETANCHEITE
- Lot n° 7 : MUR ET CAISSON OSSATURE BOIS
- Lot n° 8 : MENUISERIES EXTERIEURES BOIS - OCCULTATION
- Lot n° 9 : SERRURERIE
- Lot n° 10 : PLÂTRERIE - PEINTURE
- Lot n° 11 : MENUISERIES INTERIEURES
- Lot n° 12 : REVÊTEMENT DE SOL SOUPLE
- Lot n° 13 : CARRELAGE - FAÏENCES
- Lot n° 14 : PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION
- Lot n° 15 : ELECTRICITE COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES
- Lot n° 16 : GTB
- Lot n° 17 : PHOTOVOLTAÏQUE

Les candidatures peuvent concerner un ou plusieurs lots.

Les candidats feront une offre de prix distincte pour chaque lot qu'ils souhaitent se voir attribuer.

3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution

Les prestations seront exécutées dans le délai global de **18 mois** (dont 2 mois de préparation) à compter de la date fixée dans l'ordre de service de démarrage.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Conformément à l'article R.2142-22 du Code de la Commande publique, aucune forme de groupement n'est imposée par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage interdit en revanche aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R.2142-21 du Code précité.

3-5-Dispositions particulières liées à l'insertion par l'activité économique avec une clause obligatoire minimum pour les lots n° 1, 3, 7, 10, 14 et 15, et une clause facultative pour l'ensemble des lots.



Dans le cadre de cette consultation et en application des articles L.2112-2 et R.2111-10 du Code de la Commande publique, des éléments à caractère social ont été introduits dans les pièces du dossier de consultation des entreprises pour l'exécution des travaux.

• Pour les candidats :

Il s'agit pour le titulaire de s'engager à réserver une partie du volume des heures travaillées à l'occasion de la réalisation des travaux à des personnes qui sont éloignées de l'emploi ou qui rencontrent des difficultés sociales /professionnelles particulières.

Les personnes éligibles sont :

1) les personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois sur les 12 derniers mois),
- les demandeurs d'emploi seniors (>50 ans),
- les demandeurs d'emploi résidants dans la géographie des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV),
- les bénéficiaires de minimas sociaux (dont bénéficiaires du RSA, de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage ou de l'allocation d'invalidité),
- les personnes faisant l'objet d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) au sens de l'article L5212-13 du Code du travail,
- les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi,
- les jeunes en suivi renforcé (de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif garantie jeunes),
- les apprentis (sous forme de contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage),
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire,
- les personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle Emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap Emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

2) les personnes recrutées et accompagnées par une structure reconnue par l'Etat :

- les personnes prises en charge dans des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) définies à l'article L5132-4 du code du travail tels : des mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou des salariés d'une entreprise d'insertion (EI) ou d'un atelier chantier d'insertion (ACI),
- les personnes prises en charge dans le secteur protégé et adapté tels : des salariés d'une entreprise adaptée (EA) ou d'une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT) ou des usagers des établissements et services d'aide par le travail (ESAT),
- les personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée,
- les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers tels : des établissements publics d'insertion et de la défense (EPIDE) ou des écoles de la deuxième chance (E2C),
- les personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ),
- les personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

Ces listes ne sont pas exhaustives.

Sur avis motivé, d'autres personnes éloignées de l'emploi ou rencontrant des difficultés particulières d'insertion sociale/professionnelle peuvent être considérées comme faisant partie des publics prioritaires, éligibles à la clause d'achats socio-responsables.

Dans tous les cas, l'éligibilité des candidats à la clause sera validée par le facilitateur départemental des clauses d'achats socio-responsables, préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Au-delà des personnes chargées de l'exécution des travaux, toutes les compétences et métiers auxquels l'exécution des travaux fait appel sont potentiellement concernés (secrétaire, comptable, chauffeur, agent d'entretien...).

L'objectif pour ce marché est fixé à minima à :

- pour le lot n° 1 – Terrassement - VRD, 105 heures minimum sur la durée du marché
- pour le lot n° 3 – Maçonnerie – soubassement ITE, 70 heures minimum sur la durée du marché
- pour le lot n° 7 – Mur et caisson ossature, 105 heures minimum sur la durée du marché
- pour le lot n° 10 - Plâtrerie - Peinture, 105 heures minimum sur la durée du marché
- pour le lot n° 14 – Plomberie – chauffage - ventilation, 70 heures minimum sur la durée du marché
- pour le lot n° 15 – Electricité – courants forts – courants faibles, 70 heures minimum sur la durée du marché.

En outre pour tous les lots, une clause facultative permet de proposer des heures d'insertion complémentaires*, à minima 35 heures et par tranches de 35 heures complémentaires.

***Nota : les heures complémentaires font l'objet d'un critère de notation (voir article 6 du présent règlement de la consultation). Elles devront être indiquées dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement, et engageront l'entreprise lors de la signature du marché et de son exécution.**

Les modalités de mise en œuvre du dispositif figurent à l'article 3.2.2 du CCAP. L'engagement des candidats sur cet objectif sera formalisé au sein de l'annexe n° 1 de l'acte d'engagement. Le Département de Saône-et-Loire se tient à leur disposition pour les accompagner dans le choix des modalités de réalisation de cette action, lesquelles devront être impérativement complétées dans le cadre figurant en annexe de l'acte d'engagement.

Les candidats pourront en outre prendre contact avec le Département de Saône-et-Loire par l'intermédiaire de son facilitateur départemental des clauses d'achats socio-responsables dont les coordonnées figurent à l'article 3.2.2 du CCAP.

• Pour l'entreprise titulaire :

Il s'agira de réserver une partie du volume des heures travaillées à des personnes dites en difficulté, avec un nombre d'heures dédié sur la totalité des heures générées par le chantier.

A l'issue de l'attribution et avant la notification du marché, l'entreprise retenue aura l'obligation de prendre contact avec le facilitateur départemental des clauses d'achats socio-responsables sur le département de Saône-et-Loire dont les coordonnées figurent à l'article 3.2.2 du CCAP, pour convenir d'un rendez-vous et définir les modalités opérationnelles d'exécution de la clause d'achat socio-responsable.

A ce titre, une attestation de rencontre avec le facilitateur départemental, ou à défaut, de contact, sera émise.

Cette mesure sera rappelée à l'entreprise concernée dans le courrier d'attribution et le délai à respecter pour effectuer cette formalité lui sera expressément indiqué.

Cette prise de contact permettra ainsi à l'entreprise attributaire d'échanger avec le facilitateur départemental des clauses d'achats socio-responsables sur les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion dans le cadre de la réalisation des travaux.

3-6-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est fixé à l'acte d'engagement ; il court à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3-7-Variantes

3-7-1-Variantes libres

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

3-7-2-Variantes exigées (options obligatoires)

PSE 01 : PERGOLAS	(lots 03 et 09)
PSE 02 : BARRIERE LEVANTE MOTORISEE	(lot 01)
PSE 03 : MOBILIER - BANQUETTES D'ATTENTE	(lot 11)
PSE 04 : PHOTOVOLTAÏQUE + 20 kWc supplémentaire	(lot 17)
PSE 05 : GARDE CORPS TOITURE	(lot 06 et 09)

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation et ses annexes,
- les formulaires DC1 et DC2,
- l'attestation de visite,
- l'acte d'engagement et ses annexes,
- le CCAP,
- le cadre de mémoire technique,
- le référentiel technique du Département v1_06_2024 et ses annexes
- la liste de documents du DCE et notamment :
 - les CCTP,
 - les DPGF,
 - les plans existants et plans projet (plans architecturaux, paysagers et techniques)
 - les carnets de détails (techniques, menuiseries intérieures, serrurerie, signalétique)
 - les listes des fiches techniques à fournir,
 - la notice architecturale et paysagère du permis,
 - la notice accessibilité et la notice sécurité
 - le tableau des surfaces,
 - la notice acoustique,
 - la notice structure,
 - une note énergétique, l'étude photovoltaïque
 - le diagnostic PEMD et ses annexes
 - l'étude géotechnique de conception,
 - la charte de chantier propre, le registre des déchets, le relevé des consommations
 - la notice et le cahier des charges fonctionnel du système de sécurité incendie,
 - le RICT,
 - le PGCSPS et ses annexes,
 - le planning prévisionnel,
 - les diagnostics (architecte, amiante, réseaux, végétaux)
- le cas échéant, les précisions apportées dans les fichiers de questions/réponses publiés en cours de consultation.

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article R.2132-2 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, sur la plateforme ARNIA à l'adresse suivante : <https://marches.ternum-bfc.fr>.

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Attention ! Il est fortement déconseillé de télécharger le dossier de consultation de façon anonyme car le candidat n'aura alors pas communication des éventuelles modifications prévues à l'article 4-3 du présent règlement de la consultation.

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4-4-Visite des lieux et consultation de documents sur site

Pour les lots n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 14, 15 et 17, la remise des offres est subordonnée à la visite des lieux d'exécution du marché.

Pour les autres lots (n° 09,12,13,16), la visite est conseillée mais non obligatoire.

Pour la visite des lieux, il convient impérativement de prendre rendez-vous par téléphone au 03.85.39.76.27 ou par mail à l'adresse dpmg@saoneetloire71.fr.

Article 5 - Présentation des propositions

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- Lettre de candidature dûment complétée et déclaration du candidat (DC1 et DC2 joints),
Les entreprises créées après le 31 décembre de l'année précédente devront produire un récépissé de dépôt auprès du centre de formalités des entreprises.
- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet,
- Le pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat en cas de délégation,
- Les moyens techniques et humains du candidat,
- **pour le lot n° 1**, les Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) en cours de validité et datant de moins de 5 ans (personnel encadrant et opérateurs),
- **Pour les lots n° 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 14 et 15**, documents permettant de justifier de la taille de l'entreprise (EFF2 - 6 à 20 personnes),
- **Pour le lot n° 4, 9, 13, 16 et 17**, documents permettant de justifier de la taille de l'entreprise (EFF1 - 1 à 6 personnes),
- des références datant de moins de 3 ans et/ou qualifications de l'entreprise pour des prestations similaires,
- Les certificats de qualification professionnelle suivants :

* pour le lot n° 1 :

Qualifications FNTP

Qualification TP n° 2321 - travaux de terrassement courants en milieu urbain

Qualification TP n° 2342 : ouvrages en couches de forme granulaires sur voiries à faible trafic, parkings et plateformes,

Qualification TP n° 3421 Enrobés classique, Mise en oeuvre par moyens mécaniques ou manuels.

Qualification TP n° 3452 Pavés et dalles, Travaux de revêtements de surface. En béton, engazonnés ou autres matériaux

Qualification TP n° 346 Pose de bordures, chainettes et caniveaux, Travaux linéaires.

Qualification TP n° 347 Petits ouvrages divers en maçonnerie, Pose et mise à niveaux de regards, chambres...

QUALIPAYSAGE – Aménagements paysagés confirmés - P120 G700 VT810

* pour le lot n° 2 : Qualibat n° 1552 – Traitement de l'amiante

Qualibat n° 1111 – Démolition - Déconstruction (technicité courante)

* pour le lot n° 3 : Qualibat n° 2112 – Maçonnerie et ouvrage en béton armé (technicité confirmée)

* pour le lot n° 4 : Qualibat n° 1411 – Echafaudages (technicité courante)

* pour le lot n° 5 : Qualibat n° 3101 – Tuiles à emboîtement ou à glissement

Qualibat n° 2351 - Fourniture et pose de bâtiments à ossature bois (technicité courante)

* pour le lot n° 6 : Qualibat n° 3211 – Etanchéité en matériaux bitumineux en feuilles (technicité courante)

* pour le lot n° 7 : Qualibat n° 2352 – Fourniture et pose de bâtiments à ossature bois (technicité confirmée)

* pour le lot n° 8 : Qualibat n° 3512 - Fourniture et pose de menuiseries extérieures dans tout type de bâtiment

* pour le lot n° 9 : Qualibat n° 4411 – Serrurerie – métallerie (technicité courante)

* pour le lot n° 10 : Qualibat n° 4132 – Plaques de plâtre (technicité confirmée)

Qualibat n° 6112 - Peinture et ravalement (Technicité confirmée)

Qualibat n° 7142 - Isolation thermique – Correction acoustique par projection – Injection

* pour le lot n° 11 : Qualibat n° 4312 – Fabrication et pose de cloisons démontables, amovibles ou mobiles

* pour le lot n° 12 : Qualibat n° 6223 – Revêtements résilients PVC (PVC, caoutchouc, linoléum et assimilés)
(technicité supérieure)

* pour le lot n° 13 : Qualibat n° 6311 – Carrelages - Revêtements (technicité courante)

* pour le lot n° 14 : Qualibat n° 5112 – Installation de plomberie sanitaire pour des bâtiments sans surpresseur supérieurs à 1000 m²

Qualibat n° 5213 – Installation de chauffage avec chaudière Gaz/Fuel en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m2

Qualibat n° 5252 – Installation de distribution de chauffage ou de rafraîchissement avec centrale de traitement d'air

Qualibat n° 5312 - Installation de VMC en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m2

* pour le lot n° 15 : Qualifelec MGTI – Installations Électriques Moyen Gros Tertiaire Industrie

Qualifelec CFMGT11 - Courants Faibles Moyen Gros Tertiaire Industrie

* pour le lot n° 16 : Qualibat 5511 - Installation de systèmes de Gestion Technique du Bâtiment (GTB)

* pour le lot n° 17 : QualiPV – Installation de panneaux solaires

Qualibat 5912 - Installations photovoltaïques de puissance de raccordement comprise entre 36 kVA et 250 kVA

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de sa compétence à réaliser les prestations.

Par ailleurs, conformément à l'article R.2143-13 du Code de la Commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le maître d'ouvrage peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition :

- que toutes les informations nécessaires à la candidature y figurent ;
- que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ;
- que l'accès au système électronique soit gratuit.

En application de l'article R.2143-14 du Code de la Commande publique, les candidats ne sont pas non plus tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au maître d'ouvrage lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la Commande publique, le candidat peut également présenter sa candidature sous forme d'un Document unique de marché européen (DUME) rédigé en langue française, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-3 dudit code.

Contenu de l'offre

- Pour les lots n° 1 à 9, 11, 12, 15, 16, 17 et 18, l'attestation de visite, **signée par un représentant du Département**,
- l'acte d'engagement (AE), dûment complété, mais **non signé** * et son annexe n° 1 relative à l'engagement du candidat sur l'objectif d'insertion et sur le nombre d'heures d'insertion que s'engage à réaliser l'entreprise candidate, **, **au format word** ou équivalent (un par lot),
- la décomposition du prix global forfaitaire, dûment complétée (en format pdf ou équivalent **et en format excel** ou équivalent),
- le cadre de mémoire technique, dûment complété (un par lot),
- la liste des fiches techniques des matériels et matériaux proposés dûment complétée (une par lot), accompagnée des fiches techniques correspondantes.

**** Nota : cette annexe n° 1 relative à l'engagement du candidat sur l'objectif d'insertion et sur le nombre d'heures d'insertion qu'il s'engage à réaliser doit être complétée. Toutefois pour les lots n° 1, 4, 8, 11, 15 et 16 en l'absence d'un nombre d'heures proposé par le candidat, c'est l'objectif minimum fixé à l'article 3-5 du présent document qui s'appliquera.**



*** Nota : Il sera demandé uniquement à l'attributaire du contrat de signer électroniquement son acte d'engagement, après réception du courrier d'attribution.**

Voir modalités d'obtention du certificat de signature électronique fourni en annexe au présent document et le circuit de signature.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre :

- L'annexe à l'acte d'engagement dûment complétée (ou formulaire DC4 disponible sur Internet) mais **non signée** ;
- Les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la Commande publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le maître d'ouvrage, conformément à l'article R.2143-3 du Code précité.

ATTENTION : si le candidat vient à être désigné attributaire et que les attestations de régularité fiscale et sociale n'ont pas été fournies à l'appui de sa candidature ou ne sont pas à jour, il disposera d'un délai maximum de **7 jours francs** à compter de la réception de la demande faite par le Département de Saône-et-Loire pour produire ses attestations officielles attestant de sa régularité fiscale et sociale.

Les certificats attestant de la régularité fiscale et sociale sont à demander aux administrations concernées qui peuvent mettre plusieurs jours pour les produire.

Il est donc fortement conseillé aux candidats de demander ces attestations bien avant la date de remise des offres afin d'être prêts à pouvoir produire ces pièces dans le délai imparti par le maître d'ouvrage.

Le candidat devra également fournir ses attestations d'assurance de responsabilité civile et décennale avant la notification du contrat.

5-2-Compléments à apporter au cahier des charges

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

5-3-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-4-Unité monétaire

Le maître d'ouvrage conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro.

5-5-Conditions d'envoi ou de remise des plis

Important : Conformément à l'article R.2132-7 du Code de la Commande publique, la procédure de consultation est entièrement dématérialisée. Aucune remise de pli « papier » ne sera autorisée et tous les échanges (informations, documents...) qui auront lieu au cours de cette procédure s'effectueront de manière électronique via la plateforme ARNIA (<https://marches.ternum-bfc.fr>).

L'expéditeur des courriels sera « TerNum – Agence régionale du numérique et de l'intelligence artificielle ». Les candidats doivent veiller sur leur service de messagerie à identifier cet expéditeur comme un expéditeur fiable.

Afin de pallier des difficultés éventuelles de configuration ou d'utilisation de la plateforme Territoires Numériques Bourgogne Franche-Comté, le Département de Saône-et-Loire incite les entreprises à engager la procédure de dépôt de leur pli au moins deux heures avant l'heure limite de remise des plis et en cas de problème à contacter au plus vite le numéro suivant : 0.970.609.909 (assistance technique ouverte de 9h à 12h30 et de 13h30 à 19h00 du lundi au vendredi).

Par ailleurs et pour les entreprises qui feraient leur premier essai de remise de pli par voie électronique, le Département de Saône-et-Loire recommande de faire un **test** une semaine avant la date limite de remise des plis (<https://marches.ternum-bfc.fr> - procédure dans le menu « se préparer à répondre »).

- Les documents fournis devront être au format pdf, jpeg, html ou à des formats compatibles avec word 2021, excel 2021, powerpoint 2021 ou project 2021 ou versions antérieures.

- La transmission fait l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne seront pas ouverts.



Lors de la remise dématérialisée d'une offre, aucun document n'est à signer.

Il sera en effet uniquement demandé à l'attributaire de signer électroniquement son acte d'engagement, juste avant la notification du contrat (voir circuit de signature en annexe au présent document), ainsi que l'annexe à l'acte d'engagement ou le formulaire DC4 en cas de sous-traitance.

Il est par conséquent fortement recommandé aux candidats de se munir dès à présent d'un certificat de signature électronique parmi la liste de certificats approuvés en France (<http://references.modernisation.gouv.fr/fr>), en s'adressant à l'un des organismes de délivrance répertoriés à l'adresse suivante : <http://www.lsticertification.fr/index.php/fr/services/certificat-electronique>.

[Nota : Pour plus de renseignements sur les modalités d'obtention du certificat de signature électronique, vous pouvez consulter le guide fourni en annexe du présent règlement de la consultation.](#)

NB : En cas de remise de plis successifs, seul le dernier fera foi, sera ouvert et pris en compte.

Copie de sauvegarde : Conformément à l'article R.2132-11 du Code de la Commande publique, les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique sur support physique, sur support papier ou électronique dans les conditions prévues à l'arrêté du 14 avril 2023 modifiant l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde. Elle ne peut être ouverte que dans les cas prévus par l'article 2 de cet arrêté.

Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde de l'offre de la société.....remise dans le cadre de la consultation relative à « Restructuration et surélévation de la MDS du CREUSOT » »

Cette copie de sauvegarde devra parvenir dans les délais impartis pour la remise des plis et sera transmise par voie postale ou remise contre récépissé à l'adresse suivante :

Département de Saône-et-Loire
DAJ - Pôle Contrats-Concurrence
Espace Duhesme - 18 rue de Flacé
CS 70126
71026 MACON cedex 9

5-6-Négociation

Les négociations sont interdites.

Article 6 - Jugement des propositions

La vérification des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues à l'article R.2144-1 du Code de la Commande publique au moyen des critères suivants :

1. Capacités professionnelles
2. Capacités techniques
3. Capacités financières

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article R.2152-7 du Code de la Commande publique et selon les critères suivants :

Pour les lots n° 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 16 et 17 :

1. Valeur technique de l'offre, **avec une pondération de 56 %**, jugée au vu du mémoire technique et décomposée comme suit :

- * **Qualité du mode opératoire : 27 %, avec :**
 - Fabrication / Approvisionnement : 10 %
 - Etudes : 9 %
 - Pose : 8 %
- * **Qualité des moyens humains affectés au chantier : 10 %, avec :**
 - Qualifications et expériences : 5 %
 - Réactivité : 3 %
 - Encadrement : 2 %
- * **Engagement sur le planning et modalités prévues pour l'hygiène et la sécurité : 8 %, avec :**
 - Modalités prévues pour l'hygiène et la sécurité : 4 %
 - Analyse et optimisation du planning : 4 %
- * **Qualité des moyens matériels affectés au chantier : 6 %**
- * **Qualité des modalités prévues pour la réduction des nuisances et l'environnement : 5 %, avec :**
 - Méthodologie permettant de respecter les performances futures du bâtiment : 3 %
 - Modalités prévues pour la réduction des nuisances, la gestion et le tri des déchets : 2 %

2. Prix des prestations, **avec une pondération de 40 %** (40 x montant moins-disant / montant de l'offre jugée)

3. Performances en matière d'insertion, **avec une pondération de 4%** selon les modalités suivantes :

- proposition de + 35 heures d'insertion : 1 point
- proposition de +70 heures d'insertion : 2 points
- proposition de +105 heures d'insertion : 4 points

Pour les lots n° 1, 2, 4, 12 et 13 :

1. Prix des prestations, **avec une pondération de 60 %** (60 x montant moins-disant / montant de l'offre jugée)
2. Valeur technique de l'offre, **avec une pondération de 36 %**, jugée au vu du mémoire technique et décomposée comme suit :
 - * **Qualité du mode opératoire : 15 %, avec :**
 - Pose : 8 %
 - Etudes : 7 %
 - * **Qualité des moyens humains affectés au chantier : 8 %, avec :**
 - Qualifications et expériences : 4 %
 - Réactivité : 3 %
 - Encadrement : 1 %
 - * **Engagement sur le planning et modalités prévues pour l'hygiène et la sécurité : 5 %, avec :**
 - Analyse et optimisation du planning : 3 %
 - Modalités prévues pour l'hygiène et la sécurité : 2 %
 - * **Qualité des moyens matériels affectés au chantier : 4 %**
 - * **Qualité des modalités prévues pour la réduction des nuisances et l'environnement : 4 %**
3. Performances en matière d'insertion, **avec une pondération de 4%** selon les modalités suivantes :
 - proposition de + 35 heures d'insertion : 1 point
 - proposition de +70 heures d'insertion : 2 points
 - proposition de +105 heures d'insertion : 4 points

NOTA : L'absence de renseignements demandés dans le mémoire technique ne rendra pas systématiquement l'offre irrégulière mais pourra impliquer une diminution de la note attribuée au candidat.

Le prix global et forfaitaire est détaillé au moyen d'une décomposition qui en indique les éléments constitutifs. La décomposition du prix global forfaitaire permet d'apprécier les offres.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global forfaitaire, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Conformément aux articles R.2152-3 et 4 du Code de la Commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur(s) question(s) au plus tard **8 jours ouvrés** avant la date limite de remise des offres via la plate-forme de dématérialisation ARNIA <https://marches.ternum-bfc.fr>.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

Renseignements relatifs au dispositif d'insertion :

Département de Saône-et-Loire

Direction de l'Insertion professionnelle et de l'emploi

Espace Duhesme - 18 rue de Flacé

CS 70126

71026 MACON cedex 9

Tél : 03.85.39.56.36

Mel : dipe@saoneetloire71.fr (à l'attention du facilitateur départemental des clauses d'achats socio-responsables)

Article 8 – Procédures de recours

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même Code) ;
- Recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal Administratif de Dijon

22, rue d'Assas

21000 Dijon

Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Site internet : dijon.tribunal-administratif.fr

Annexe 1 – Comment obtenir un certificat de signature électronique ?

Qu'est-ce qu'un certificat de signature électronique ?

Un certificat électronique est nominatif et permet d'identifier le porteur.

Il intègre une clef de cryptage électronique infalsifiable, dont la validité est vérifiable auprès de l'autorité de certification qui l'a délivré.

Un certificat possède une durée de validité limitée, cependant, toutes les signatures effectuées sur des documents électroniques durant cette période de validité restent définitivement valides.

Les certificats nécessaires pour la signature d'acte d'engagement de marchés publics doivent respecter la norme française RGS** ou la norme européenne eIDAS.

Acquisition d'un certificat

Les certificats se présentent généralement sous la forme de clef USB et sont accompagnés d'un code à de sécurité à quatre chiffres. Ils coûtent environ 150€ pour trois ans de validité et nécessitent plusieurs jours, voire plusieurs semaines, de délais entre leurs commandes et leurs remises en main propre.

Il est possible de s'en procurer auprès de différents fournisseurs dont vous trouverez les coordonnées ici :

<http://www.lsti-certification.fr/index.php/fr/services/certificat-electronique>

L'acquisition d'un certificat nécessite la fourniture de plusieurs documents prouvant l'identité du porteur, ainsi que son autorisation à engager la responsabilité de l'organisme qu'il représente.

Le certificat de signature est remis en main propre.

Avec le code de sécurité qui l'accompagne, ils doivent être conservés en sécurité.

Nota : L'entreprise doit s'assurer que le détenteur du certificat possède toutes les délégations nécessaires pour lui permettre d'engager la responsabilité de l'organisme qu'il représente.

Lorsqu'un certificat arrive en fin de validité, il convient d'anticiper et d'en commander un nouveau.

La clef USB contenant le certificat numérique est généralement livrée avec une procédure qui permet d'installer les composants logiciels nécessaires à la lecture du certificat et à son utilisation dans le cadre d'une signature électronique.



ANNEXE 2 - SCHEMA DE LA PASSATION D'UNE PROCEDURE PASSEE PAR LA VOIE DEMATERIALISEE

